

de grands acheteurs de produits non sujets actuellement à la concurrence internationale. Cela comprend l'équipement de transport urbain, le matériel de télécommunications, l'équipement de production et de transmission d'énergie, et certains services achetés par les gouvernements.

Ces dernières années, la production agricole mondiale, stimulée dans une grande mesure par un subventionnement excessif, a dépassé de plus en plus la demande mondiale. Depuis 1981, les cours mondiaux du blé ont baissé presque de moitié. Dans l'intervalle, les stocks ont augmenté de 85 pour cent et équivalent maintenant à deux années d'échanges mondiaux.

La communauté internationale s'accorde à reconnaître les causes profondes de cette crise: des programmes de soutien agricole qui ont pour effet d'encourager les agriculteurs à produire de façon excessive.

Au cours de la dernière décennie, les problèmes se sont aggravés à la suite d'un ralentissement de la demande et d'augmentations de l'offre découlant de l'application d'une technologie agricole de pointe et de l'accroissement de la production qui en a résulté dans certains pays en développement.

Les agriculteurs ont subi des pertes financières en raison de la baisse artificielle des prix mondiaux. En conséquence, les coûts des programmes de soutien agricole ont augmenté fortement et drainent maintenant d'importantes ressources dans de nombreux pays. Les effets sur les exportations des pays en développement sont particulièrement graves.

Tous les pays industrialisés ont contribué à la crise agricole qui sévit actuellement à l'échelle mondiale. La Communauté économique européenne (CEE), autrefois importatrice de céréales, est devenue un important exportateur sous l'effet des diverses subventions accordées dans le cadre de sa politique agricole commune. Pour leur part, en réponse aux subventions à l'exportation de la CEE, les États-Unis ont intensifié leur recours aux subventions à l'exportation, ce qui a tendance à faire baisser davantage les prix mondiaux.

Invoquant la sécurité alimentaire, les Japonais se sont montrés hésitants à ouvrir leur marché, où les coûts sont très élevés. Par conséquent, le Canada et d'autres producteurs efficaces ont été entraînés dans une guerre agricole coûteuse.

Depuis ces deux dernières années, la communauté mondiale reconnaît de plus en plus la nécessité de réformes collectives dans ce domaine. Le Canada a contribué à la réalisation de ce consensus en recherchant:

- l'inclusion des questions agricoles à l'ordre du jour des Sommets économiques de 1986 et 1987;
- la tenue de consultations entre les principaux pays exportateurs de blé;
- avec l'Australie, la tenue de réunions du «Groupe de Cairns» des pays développés et des pays en développement qui exportent des produits agricoles;
- l'inclusion dans la Ronde Uruguay, pour la première fois dans les négociations du GATT, de toutes les politiques agricoles qui influent sur le commerce; et
- la publication d'une importante étude de l'OCDE sur les politiques et le commerce agricoles, et l'adoption par les ministres de l'OCDE d'un ensemble de principes en vue d'une réforme internationale.

Élaborer de nouvelles règles pour le commerce agricole